



**URCA**

**RENOVATION DU BATIMENT 1**

**POUR LA CREATION DE BUREAUX**

**ET RESTRUCTURATION DU PC SECURITE**

**SITE MDH**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**LOT – DESAMIANPAGE**

**AVRIL 2025**



## SOMMAIRE

1.	GENERALITES .....	3
1.1.	PREAMBULE .....	3
1.2.	CONNAISSANCE DU PROJET ARCHITECTURAL .....	3
1.3.	CONNAISSANCE DES LIEUX.....	4
2.	REFERENCES NORMATIVES .....	4
2.1.	DOCUMENTATIONS DE REFERENCE .....	4
2.2.	ORIGINE ET LIMITE DES PRESTATIONS DE DESAMIANPAGE .....	10
2.3.	CONNAISSANCE DES LIEUX .....	10
2.4.	PIECES A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR AVEC LEUR OFFRE .....	10
2.5.	QUALIFICATION DE L'ENTREPRISE .....	11
3.	DESCRIPTION DES OUVRAGES LIES AU DESAMIANPAGE .....	12
3.1.	PRESTATIONS A REALISER PAR OUVRAGES.....	12
3.1.1.	TRAVAUX DE LA TRANCHE FERME .....	12
3.1.2	TRAVAUX DE LA TRANCHE OPTIONNELLE 1.....	13
3.1.3	TRAVAUX DE LA TRANCHE OPTIONNELLE 2.....	13
3.2.	RAPPEL DES TECHNIQUES.....	14
3.3.	RAPPEL DES ETAPES .....	15
3.4.	RAPPEL DES ETAPES EN FIN DE CHANTIER .....	16
3.5.	PIECES A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION .....	17
3.6.	PIECES A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR EN FIN DE TRAVAUX.....	17
3.7.	DEMARCHES ET AUTORISATIONS.....	18
3.8.	FIN DE TRAVAUX .....	18
3.9.	PRECAUTIONS D'USAGE.....	18
3.10.	PREVENTION ET SECURITE.....	18
3.11.	AUTORISATIONS :.....	19
3.12.	DECHETS .....	19
4.	DESCRIPTION DES OUVRAGES – TRAVAUX CONNEXES .....	20
4.1.	BASE VIE .....	20
4.2.	TRAVAUX CONNEXES LIES AU DESAMIANPAGE .....	20

## 1. GENERALITES

### 1.1.PREAMBULE

Le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) a pour objet de définir les conditions d'exécution des travaux à réaliser au **Lot Désamiantage** dans le cadre de la réalisation de travaux concernant :

**Tranche ferme - Désamiantage du bâtiment 1 partie ancien logement pour la création de bureaux (hors PC sécurité).**

**Tranche optionnelle 1 - Désamiantage de la toiture des garages attenants.**

**Tranche optionnelle 2 - Désamiantage du second logement pour création d'un PC sécurité.**

Le présent document complète ou rappelle le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G) ainsi que le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) applicables au marché. Aucune dérogation au C.C.T.P ne saura être admise.

D'une façon générale, l'Entrepreneur du présent lot doit l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation dans les règles de l'art du présent projet, y compris celles qui ne sont pas décrites mais se déduisent implicitement des plans architecte, en vue de livrer un ouvrage parfaitement fini et conforme aux règles de l'art.

A cette fin, l'Entrepreneur aura recueilli tous les renseignements utiles auprès des autres intervenants et prendra toutes dispositions pour respecter les droits des tiers et les obligations découlant des prescriptions visant à minimiser les nuisances du chantier.

L'Entrepreneur répondra des dommages provoqués sur les avoisinants, qu'ils soient matériels ou immatériels, imputables à ses préposés et ou sous-traitants et qui seraient produits du fait ou à l'occasion de ses propres travaux.

Il s'engage à indemniser le Maître d'Ouvrage du préjudice résultant pour lui des faits susvisés et à le garantir contre toute action ou réclamation qui pourrait être exercée contre lui par des tiers.

### 1.2.CONNAISSANCE DU PROJET ARCHITECTURAL

Il est fait obligation au titulaire du présent lot, avant la remise de sa soumission, de prendre connaissance de toutes les dispositions des devis descriptifs et plans de l'ensemble des lots, et d'en tenir compte, quant à la nature et à la qualité des travaux à exécuter.

Le présent descriptif définit la nature et la position des ouvrages en fonction des plans architectes et d'ingénierie. Il est précisé que l'Entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation dans le CCTP pour prétendre à un supplément sur le prix global et forfaitaire de son offre, si l'ouvrage concerné figure sur les plans.

L'Entrepreneur devra établir et joindre à sa proposition un mémoire de toutes les imprécisions, omissions ou contradictions qu'il aura pu constater au cours de l'examen des documents écrits, des plans, des carnets de détails constituant le présent dossier.

L'Entrepreneur devra prévoir et exécuter tous les travaux complémentaires qui n'ont pas été explicitement mentionnés dans ces documents mais qui sont néanmoins nécessaires eu égard aux Règles de l'Art et aux documents de références.

En aucun cas, ces travaux complémentaires ne pourront s'ajouter au prix global.

Il est entendu que l'Entrepreneur répondra à une garantie de résultat quant au bon achèvement du bâtiment suivant les spécifications données dans le présent document ainsi que les règles de l'art. En aucun cas, elle ne pourra faire état d'oublis ou d'imprécisions dans la description des ouvrages.

### 1.3.CONNAISSANCE DES LIEUX

Par le fait d'avoir remis son offre l'entrepreneur du présent lot sera réputé s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux et avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées.

Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc.

Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations quant au accès pour les livraisons et procédé à une visite détaillée du terrain et pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinage, etc...).

Le titulaire du présent lot étant réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les contraintes pouvant, en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser, ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

## 2. REFERENCES NORMATIVES

### 2.1.DOCUMENTATIONS DE REFERENCE

L'entreprise s'engage à travailler en respectant toutes les normes de sécurité actuellement en vigueur.

Aux normes et textes en vigueur applicable aux installations concernées, Avis technique et C.P.T. correspondants et les textes réglementaires :

D'une façon générale, les matériaux/matériels et méthodologies employées, le calcul et l'exécution, les conditions de réception seront conformes aux règlements officiels parus un mois avant la date de soumission et notamment :

Règlement sanitaire Départemental (du lieu de construction).

C.C.H. (Code de la Construction et de l'Habitation).

Code du Travail.

Recommandation T20-2000 relative à la gestion des déchets de chantiers Circulaire 98/589 du 25 septembre 98 Circulaire DRT 9810 du 5 Novembre 98

Recommandation R371 du 03 mars 95 des CRAM

Recommandation R378 du 04 Novembre 97 du CNAMTS

Guide de prévention ED 815 OPPBTP – INRS

Circulaire 96-60 du 19 juillet 96 Décret 96-98 du 07 février 96 Arrêté du 14 mai 96.

Décret 97 -1219 du 26 décembre 97. Arrêté du 26 décembre 97 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996.

Décret du 01/01/08

- NF X 46-020 Repérage amiante

- NF X 46-010 Référentiel de certification

- Code de l'environnement

**- champ d'application -> R412-94 du code du travail. Rappel un point personnel est obligatoire avec : suivi médical / Evaluation des risques / Formations et informations des travailleurs**

L'entrepreneur réalisera les travaux conformément aux exigences de la réglementation en vigueur. On peut notamment citer (liste non exhaustive) :

- Le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 modifiant la réglementation au 1er juillet 2012, relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- L'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages ;
- L'arrêté du 14 décembre 2012 relatif aux conditions de certification des entreprises ;
- L'arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante ;
- L'arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante » ;
- L'arrêté du 9 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis (code de la santé publique).
- Le décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante ;
- L'arrêté du 25 avril 2005 relatif à la formation à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- L'arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique amiante, au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage, pris pour l'application de l'article 10-3 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié ;
- Le décret n° 2002-1528 du 24 décembre 2002 modifiant le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante et le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- L'article R1334-14 (décret n° 2004-802 du 29 juillet 2004 art. 8 v journal officiel du 8 août 2004) (décret n° 2006-676 du 8 juin 2006 art. 2 journal officiel du 10 juin 2006) ;
- Le décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante modifiant le décret du 4 mai 2012 ;
- L'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- L'arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- L'arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en oeuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- Le code du travail, articles R 4412-94 à R 4412-148, articles R.4515-1 à R.4515-11 ;
- L'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- L'arrêté relatif au transport de marchandises dangereuses par route (dit arrêté « adr ») du 1er juin 2001 modifié ;
- Les articles R.541-50 à R.541-54 du code de l'environnement ;
- L'arrêté du 29 mai 2009 relatif au transport de matières dangereuses par voie terrestre modifié ;
- Le code du transport du 30 mai 2005 ;
- Code de l'environnement, notamment articles L 541-1 et suivants et R.541-8 et suivants ;
- Le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante, et en particulier à l'identification des emballages contenant de l'amiante ;

- La circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996, du ministère chargé de l'environnement, relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment ;
- Le décret n° 97-1219 du 26 décembre 1997 modifiant le décret n°96-98 du 7 février 1997 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- L'arrêté du 14 mai 1997 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante ;
- La circulaire dppr / sdpr n° 97-0321 du 12 mars 1997 modifiant l'article iii de la circulaire du 19 juillet 1996 et de l'annexe iv de la circulaire du 9 janvier 1997 ;
- Le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante ;
- L'arrêté du 24 décembre 1996 relatif aux exceptions à l'interdiction de l'amiante ;
- L'arrêté du 13 décembre 1996 abrogeant l'arrêté du 8 mars 1979, relatif aux recommandations et aux instructions techniques que doivent respecter les médecins du travail assurant la surveillance médicale des salariés exposés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- L'arrêté du 13 décembre 1996 portant application des articles 13 et 32 du décret n°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante déterminant les recommandations et fixant les instructions techniques que doivent respecter les médecins du travail assurant la surveillance médicale des salariés concernés ;
- L'arrêté du 6 décembre 1996 fournissant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'entrepreneur et le médecin de travail pour la protection des travailleurs contre les risques à l'inhalation des poussières d'amiante ;
- L'arrêté du 12 juillet 1996 relatif à la création d'une commission interministérielle pour la prévention et la protection contre les risques liés à l'amiante ;
- L'arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante ;
- L'arrêté du 4 avril 1996 modifiant l'arrêté du 8 octobre 1990 fixant la liste des travaux pour lesquels il ne peut être fait appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire ;
- Le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussière d'amiante ;
- L'arrêté du 18 décembre 1992 modifié, relatif au stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stabilisés ;
- Le décret n° 88-466 du 28 avril 1988, modifié par les décrets n° 94-645 du 26 juillet 1994 et n° 96-668 du 26 juillet 1996, relatif aux produits contenant de l'amiante ;
- L'arrêté du 30 juillet 1986 complétant l'annexe i du l'arrêté du 23 juillet 1947 modifié, fixant les conditions dans lesquelles les douches doivent être mises à disposition du personnel effectuant des travaux insalubres ou salissants ;
- L'annexe de l'arrêté du 17 octobre 1977 concernant le transport de l'amiante ;
- La loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- Le décret n° 77-974 du 19 août 1977 relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générateurs de nuisances ;
- -la loi n° 75-625 du 11 juillet 1975 relative aux travaux d'amiante ne pouvant être exécutés par des personnes de moins de 18 ans ;
- Le décret n° 96-1132 du 24 décembre 1996 modifiant le décret du 07 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante ;
- L'arrêté du 02 janvier 2002 ;

- L'article r.1334-27 du code de la santé publique (anciennement article 10-4 du décret n° 96-97 du 07 février 1996 modifié).

### **Prescriptions relatives à l'environnement, aux ISD, aux transports**

- Code de l'environnement, articles L.541-1 et suivants, R.541-7 et suivants et R.551-1 à R.551-13 ;
- Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatif aux déchets dangereux ;
- Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;
- Décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage des déchets ;
- Arrêté du 9 septembre 1997 modifié par les arrêtés du 19 janvier 2006 et 12 mars 2012, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.
- Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés par les travaux relatifs aux flocages et calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment (non publiée au JO) ;
- Circulaire DPPR/SDPD n° 97-0320 du 12 mars 1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et élimination des déchets (non publiée au JO) ;
- Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux relatif, notamment aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;
- Arrêté du 16 février 2006 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire de bordereau de suivi des déchets dangereux mentionnés à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 ;
- Arrêté du 12 mars 20012 relatif au stockage des déchets d'amiante ;
- Décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées (rubrique 2718) ;
- Circulaire du 24/12/10 relative aux modalités d'application du décret n° 2010-369 ;
- Arrêté du 18 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2718 ;
- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- Arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD ») ;
- Règlement AR (accord européen relatif aux transports internationaux des marchandises dangereuses par route) ;
- Règlement RID (accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voie ferrée) ;
- Règlement ADN (accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure).

## Normes relatives à l'amiante

- NF X 46-010 Travaux de traitement de l'amiante – Référentiel technique pour la certification des entreprises – Exigences générales (Août 2012) ;
- NF X 46-011 Travaux de traitement de l'amiante – Modalités d'attribution et de suivi des certifications des entreprises (Août 2012) ;
- NF EN ISO 16000-7 (2007) et son guide d'application GA X 46-033 (Août 2012) concernant les stratégies de mesures de l'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis ;
- NF X 43-050 « qualité de l'air – détermination de la concentration en nombre de fibres par microscopie électronique à transmission – méthode indirecte » ;
- NF X 43-269 « qualité de l'air – air des lieux de travail – détermination de la concentration du nombre de fibres par microscopie optique en contraste de phase – méthode du filtre à membrane » ;
- NF X 46-020 « repérage amiante – repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis – mission et méthodologie » ;
- NF X 46-021 « traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis – examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante – mission et méthodologie » ;
- NF X 44-013 « séparateurs aérauliques – méthode d'essai des filtres à aérosol de chlorure de sodium par photométrie de flamme » ;
- NF EN 143 « appareils de protection respiratoire – filtres à particules – exigences, essais, marquage » ;
- NF EN 139 « appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec masque complet, demi-masque ou ensemble embout buccal – exigences, essais, marquage » ;
- NF EN 146 « appareils de protection respiratoire – appareils filtrant contre les particules à ventilation assistée avec casques ou cagoules – exigences, essais, marquage » ;
- NF EN 147 « appareils de protection respiratoire – appareils filtrants contre les particules à ventilation assistée avec masques complets, demi-masques ou quarts de masques – exigences, essais, marquage » ;
- NF EN 1886 « ventilation des bâtiments – caissons de traitement d'air – performance mécanique » ;
- - NF EN 529 « appareils de protection respiratoire – recommandations pour le choix, l'utilisation, l'entretien et la maintenance – guide (indice de classement : S 76-005) » ;
- NF EN 1822 « filtres à air à haute efficacité (EPA, HEPA et ULPA) (indice de classement : X 44-014) » ;
- NF EN 12021 « appareils de protection respiratoire – air comprimé pour appareil de protection respiratoire isolant (indice de classement : S 76-006) » ;
- NF EN 12941 « appareils de protection respiratoire – appareils filtrants à ventilation assistée avec casque ou cagoule – exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-034) » ;
- NF EN 12942 « appareils de protection respiratoire – appareils filtrants à ventilation assistée avec masques complets, demi-masques ou quarts de masques – exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-035) » ;
- NF EN 14593-1 « appareils de protection respiratoire – appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande – partie 1 : appareil avec masque complet – exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-057-1) ».

### **Prescriptions, normes relatives aux risques électriques**

- NF C 12-100 et additif relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques ;
- NF C 13-100 relative aux postes de livraison ;
- NF C 13-200 relative aux installations électriques à haute tension ;
- NF C 63-800 et à l'arrêté du 10 novembre 1976 relatif aux installations de sécurité ;
- NF C 15-100 relative aux installations basse tension de première catégorie ;
- Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques ;
- Décret n° 72-1120 du 14 décembre 1972 modifié par le décret 2001-222 du 6 mars 2001 relatif au contrôle et à l'attestation de la conformité des installations électriques intérieures aux règlements et normes de sécurité en vigueur ;
- D.T.U. n° 70.1 et 70.2 du CSTB ;
- Règles U.T.E.

### **Normes relatives aux installations et activités en hauteur**

- NF EN 74 (décembre 1988) Raccords, goujons d'assemblage et semelles pour échafaudage de service et d'étalement en tubes acier – spécifications et méthodes d'essai ;
- NF HD 1000 (décembre 1988) Echafaudages de service en éléments préfabriqués – matériaux, dimensions, charges de calcul et exigences de sécurité ;
- NF HD 1004 (mai 1993) Echafaudages roulants de service en éléments préfabriqués – matériaux, dimensions, charges de calcul et exigences de sécurité ;
- NF P 93-352 (novembre 1997) Equipements de chantier – plate-forme individuelle roulante ;
- NF P 93-353 (décembre 1994) Equipements de chantier – plate-forme individuelle roulante légère ;
- NF P 93-502 (décembre 1988) Echafaudages de service en éléments préfabriqués – exploitation des résultats - procédure de calculs ;
- NF P 93-520 (novembre 1997) Equipements de chantier – Echafaudages roulants préfabriqués de faible hauteur ;
- NF P 93-521 (mai 2002) Equipements de chantier – tours d'accès de chantier à échelles, à marches ou escaliers – matériaux – dimensions – charges de calcul – exigences de résistance et de sécurité – essais.

### **Réglementation européenne**

- Règlement (CE) n° 883/2004 du parlement européen et du conseil du 28 avril 2004 portant sur la coordination du système de sécurité sociale ;
- Directive 2009/148/CE du parlement européen et du conseil du 30 novembre 2009 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail ;
- Circulaire DGT 2008/147 du 5 octobre 2008 relative au détachement transnational de travailleurs en France dans le cadre d'une prestation de services.

## 2.2. ORIGINE ET LIMITE DES PRESTATIONS DE DESAMANTAGE

Le désamiantage devra respecter l'ensemble des normes et réglementations en vigueur. Ces travaux comprennent la dépose et l'évacuation des ouvrages repérés contenant de l'amiante dans le rapport, et rappelés ci-dessus. Ces travaux engendrent également les prestations suivantes :

- Protections des existants conservés
- Dépose et évacuation des ouvrages connexes liés à l'ouvrage déposé.
- Protection anti-intrusion journalière, suite aux interventions.

## 2.3. CONNAISSANCE DES LIEUX

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- avoir pris parfaite connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ; **l'entreprise prévoira des sous-compteurs sur chaque point de livraison.**
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations. Ils auront en particulier pris parfaite connaissance des ouvrages existants en amiante ou contenant de l'amiante,

Notamment :

- leur accessibilité pour la réalisation des travaux ;
- les travaux annexes et connexes nécessaires pour le traitement de ces ouvrages ;
- la disposition des locaux en ce qui concerne les possibilités de confinement ;
- les possibilités d'extraction pour la mise en dépression ;
- les équipements et matériels existants dans les locaux, à déplacer ou à laisser en place, et tous autres éléments pouvant amener des contraintes lors de l'exécution des travaux.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais. Les entrepreneurs devront joindre à leur offre une attestation du représentant du maître d'ouvrage attestant de leur visite des lieux.

## 2.4. PIÈCES À FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR AVEC LEUR OFFRE

Les entrepreneurs devront joindre à leur offre en 1 exemplaire un dossier technique comprenant au minimum les pièces suivantes :

Un mémoire énumérant et définissant :

- le phasage, planning des travaux ;
- la ou les méthodologies et les procédés envisagés, compris moyens mobilisés pour le recueil et l'enlèvement des déchets ainsi que la situation géographique de la décharge pressentie ;
- le niveau de caractérisation des processus, remplir l'annexe 1 ;
- le nombre et la composition des équipes d'ouvriers, prévus pour l'exécution des travaux ainsi que les moyens matériels affectés au chantier ; (compris les travaux annexes et connexes prévus) ;
- Protections individuelles des opérateurs et protection collectives ; pertinence de la stratégie des mesurages

Une notice concernant les contrôles à réaliser, avec leur nombre et périodicité, et les moyens envisagés pour tous les contrôles obligatoires en application de la réglementation en vigueur à ce sujet. Toutes autres pièces que l'entrepreneur jugera utiles pour expliciter son offre pourront également être jointes.

## **2.5.QUALIFICATION DE L'ENTREPRISE**

Qualibat, organisme professionnel de qualification, a créé une qualification professionnelle d'entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante en place (flocage et calorifugeage) (qualification n 1513). Cette qualification est accréditée par le COFRAC. Les entrepreneurs devront joindre à leur offre le certificat de qualification de l'entreprise faisant apparaître leur qualification : - qualification probatoire ; - qualification quinquennale.

Rappel des 3 organismes certificateurs : - QUALIBAT 1552 / - AFNOR Certification / - GLOBAL Certification

### 3. DESCRIPTION DES OUVRAGES LIES AU DESAMANTAGE

#### 3.1. PRESTATIONS A REALISER PAR OUVRAGES

Travaux de désamiantage suivant diagnostic joint établi par AGENDA DIAGNOSTIC en date du 24 avril 2025

Rappel des ouvrages concernés et prestation à réaliser :

##### 3.1.1. TRAVAUX DE LA TRANCHE FERME

###### **3.1.1.a : Joint mastic sur fenêtres métalliques :**

Suite aux travaux préparatoires réglementaires, l'entrepreneur prévoira la dépose soignée de la fenêtre comprenant dépose préalable des ouvrants, vitrages fixes. Dévissage ou découpe selon possibilité d'accès des points de fixations du bâtis.

Enlèvement du cadre bâti.

Grattage selon réglementation des joints sur bâtis retiré et feuillures maçonnés.

Evacuation en déchetterie des matériaux non contaminés

Méthodologie d'évacuation et élimination des matériaux amiantés selon réglementation.

###### **3.1.1.b à 3.1.e : Amiante sur murs et ouvrages connexes :**

Suite aux travaux préparatoires réglementaires, l'entrepreneur prévoira le ponçage des enduits amiantés sur murs. La prestation comprend :

Enlèvement des entoilages muraux, piquages des faïences, enlèvement des plinthes de toute nature. Ce afin afin de mettre à nu les murs maçonnés.

Ponçage des supports pour enlèvement des matériaux contenant de l'amiante.

Evacuation en déchetterie des matériaux non contaminés

Méthodologie d'évacuation et élimination des matériaux amiantés selon réglementation.

###### **3.1.1 f : Conduits amiantés :**

Suite aux travaux préparatoires réglementaires, l'entrepreneur prévoira la dépose du conduit amianté.

La prestation comprend :

- Enlèvement des ouvrages connexes pour permettre l'accès au conduit.

- Enlèvement du conduit amianté.

- Grattage et ponçage des résidus en liaison pouvant rester sur place et contenant de l'amiante.

Evacuation en déchetterie des matériaux non contaminés

Méthodologie d'évacuation et élimination des matériaux amiantés selon réglementation.

### 3.1.2 TRAVAUX DE LA TRANCHE OPTIONNELLE 1

#### **3.1.2 g : Couverture amiantées des garages :**

Suite aux travaux préparatoires réglementaires, l'entrepreneur prévoira la dépose de la couverture existante amiantée.

La prestation comprend :

- Enlèvement des ouvrages connexes pour permettre l'accès au conduit.
- Enlèvement de ouvrages de couvertures comprenant les panneaux en partie courante, les accessoires type rives, faîtages etc....
- Grattage et ponçage des résidus en liaison pouvant rester sur place et contenant de l'amiante.

Evacuation en déchetterie des matériaux non contaminés

Méthodologie d'évacuation et élimination des matériaux amiantés selon réglementation.

### 3.1.3 TRAVAUX DE LA TRANCHE OPTIONNELLE 2

#### **3.1.3.a : Joint mastic sur fenêtres métalliques :**

Suite aux travaux préparatoires réglementaires, l'entrepreneur prévoira la dépose soignée de la fenêtre comprenant dépose préalable des ouvrants, vitrages fixes. Dévissage ou découpe selon possibilité d'accès des points de fixations du bâti.

Enlèvement du cadre bâti.

Grattage selon réglementation des joints sur bâtis retiré et feuillures maçonnés.

Evacuation en déchetterie des matériaux non contaminés

Méthodologie d'évacuation et élimination des matériaux amiantés selon réglementation.

#### **3.1.3.b à 3.1.3.e : Amiante sur murs et ouvrages connexes :**

Suite aux travaux préparatoires réglementaires, l'entrepreneur prévoira le ponçage des enduits amiantés sur murs. La prestation comprend :

- Enlèvement des entoilages muraux, piquages des faïences, enlèvement des plinthes de toute nature. Ce afin afin de mettre à nu les murs maçonnés.

Ponçage des supports pour enlèvement des matériaux contenant de l'amiante.

Evacuation en déchetterie des matériaux non contaminés

Méthodologie d'évacuation et élimination des matériaux amiantés selon réglementation.

### 3.2.RAPPEL DES TECHNIQUES

L'entreprise devra déterminer le niveau d'empoussièrement généré par le processus retenu avec une évaluation réalisée sur un chantier test et une validation de cette évaluation dans le cadre de contrôle périodique.

Les techniques pourraient être :

- Grattage manuel en phase humide

Grattage mécanisé avec captage des débris à la source

Sablage, grenaillage, projection de granulés synthétiques

Burinage

Etc.

Sauf exceptions et quelle que soit la technique choisie, l'enlèvement sera effectué avec imprégnation la plus complète possible du matériau.

Le produit d'imprégnation sera coloré pour permettre de contrôler qu'il a bien pénétré à cœur les MCA.

Lors de son séchage, il ne doit ni durcir ni polymériser, afin de ne pas emprisonner ou coller les particules de MCA sur les supports.

Une imprégnation bien maîtrisée permettra d'abaisser de manière significative le degré d'empoussièrement dans la zone confinée et donc de limiter l'exposition des salariés.

Le niveau d'empoussièrement devra être le plus faible possible, des niveaux inférieurs à 1 fibre/cm<sup>3</sup> sont couramment rencontrés dans les chantiers de retrait où les MCA sont correctement imprégnés à cœur.

Une attention particulière sera portée à la phase brossage des supports qui génère beaucoup de poussières lorsque celle-ci est réalisée à sec.

Le mouillage préalable de la surface, effectué avant le brossage, avec de l'eau éventuellement additionnée d'un agent mouillant (savon liquide ou autre), suivi d'un lavage des surfaces concernées, réduira notablement la concentration en fibres d'amiante dans la zone où évolue l'opérateur.

Quelle que soit la technique mise en œuvre, les salariés devront être formés à son utilisation tant sur la technique que sur la connaissance des risques. Chacune de ces techniques présente des avantages et inconvénients différents en fonction de la nature ou de la configuration du chantier.

L'entreprise, avant de décider l'emploi d'une technique, devra en évaluer les risques en tenant compte des éléments suivants :

a) Pour les salariés :

- Empoussièrement du chantier et limites d'efficacité des protections respiratoires Conditions de travail aggravées par des postures de travail inconfortables (couché, accroupi, etc.) Risque de troubles musculosquelettiques des membres supérieurs Risque de blessure par jet à haute pression Risque lié à la présence de silice, de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>), de solvants... Conditions de manutention et d'élimination des déchets liquides, des boues,

Pour l'environnement du chantier :

- Exfiltration d'eau polluée Rupture de confinement Projection de MCA à l'extérieur de la zone confinée, notamment en raccord des films de confinement verticaux et horizontaux

### 3.3.RAPPEL DES ETAPES

#### Réception des installations :

Avant le démarrage des travaux, il sera procédé à la réception des installations avec tous les tests ou vérifications adaptées.

L'entreprise devra réaliser le point zéro avant le début effectif des opérations de retrait d'amiante dans la zone confinée. Il devra être validé par un laboratoire accrédité COFRAC, dans le cadre du contrôle du niveau d'empoussièrement de l'air ambiant avant travaux. Cette opération s'inscrit dans le cadre des obligations réglementaires prévues par le Code du travail (articles R. 4412-94 à R. 4412-110) et les arrêtés relatifs au désamiantage.

Il appartient à l'entreprise de notifier la date prévisionnelle de cette réception au Maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ainsi qu'à la DREETS, la CARSAT, et l'OPPBTP au moins 48 heures à l'avance. Les travaux ne pourront démarrer qu'après approbation du Maître d'œuvre, dès lors que toutes les réserves éventuelles des organismes auront été levées.

#### Techniques de désamiantage

Avant la dépose, toutes précautions seront prises afin de limiter l'émission de fibres d'amiante. La dépose se fera au moyen des outils classiques. Tous les procédés utilisés seront décrits et figureront au plan de retrait de l'entreprise. Tous les procédés devront faire l'objet d'un agrément du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre, du coordonnateur SPS et des organismes de prévention, notamment l'utilisation de machines lourdes et/ou de produits chimiques (solvant).

#### Installation électrique

L'entreprise devra l'alimentation de ses installations depuis le départ mis à disposition au TGBT. L'entreprise devra vérifier que la puissance disponible est suffisante. Pour pallier la possible défaillance du réseau général, un groupe électrogène à démarrage automatique sera installé avec un dispositif de basculement de 4 à 5 secondes maximum entre les sources. Ce dispositif de secours avec son armoire « Normal – secours » est à la charge de l'entreprise. L'installation devra pouvoir reprendre les matériels installés à poste fixe comme le matériel portatif.

#### Nettoyage final

Après grattage complet, un nettoyage fin sera réalisé au moyen d'aspirateurs équipés de filtres absolus. Un produit surfactant pourra être appliqué sur toutes les parois intérieures de la zone. Avant de procéder à la réception, une période de sédimentation des fibres de 12 heures minimum sera respectée.

#### Ouvrages nécessaires à la mise en œuvre des équipements

- Eléments de confinement avec une phase de pré montage sans intervention sur les matériaux amiante Pré montage des structures permettant de recevoir les extracteurs qui devront rejeter en extérieur pour la réalisation des travaux. L'accès à ces derniers doit être possible à tout moment Installation des alimentations en air respirable et unité de décontamination

#### Réception des travaux

La réception des travaux pourra être prononcée dès lors que :

- Dans tous les cas, le désamiantage peut être constaté par un contrôle visuel.
- Le niveau d'empoussièrement est inférieur à 5 fibres d'amiante par litre à l'intérieur du confinement

Le confinement ne devra en aucun cas être déposé sans l'accord du Maître d'Œuvre. Après contrôle visuel de la terminaison de la dépose des matériaux et produits contenant de l'amiante, le maître d'œuvre autorisera la dépose de la couche intérieure en film polyane. Les mesures libératoires à réaliser par l'entreprise pourront alors commencer.

Après déconfinement l'entreprise devra effectuer une mesure libératoire

Les mesures de contrôle d'empoussièrement seront également réalisées par le Maître d'Ouvrage

N.B. : Les comptages de particules seront réalisés par microscopie électronique à transmission analytique META par le laboratoire extérieur agréé par le maître d'œuvre au démarrage des travaux.

Au vu des résultats des tests libératoires le repli du chantier pourra être autorisé, par le Maître d'œuvre.

Si le niveau d'empoussièrement est supérieur à 5 fibres d'amiante par litre, l'entreprise prendra les mesures nécessaires pour procéder à un nouveau nettoyage.

Cette procédure sera répétée jusqu'à obtention d'un résultat conforme aux exigences du CCTP.

Le rapport de fin de travaux final certifiant le respect des seuils à la norme sera remis au Maître d'ouvrage pour mise à jour du rapport de repérage.

Tous les frais supplémentaires liés à une mesure libératoire non satisfaisante seront supportés par l'Entreprise. Dans tous les cas, le schéma organisationnel sera respecté

### **3.4.RAPPEL DES ETAPES EN FIN DE CHANTIER**

Etape 1 :

- Dès la fin des travaux de retrait, il sera procédé à l'auto-contrôle par l'entreprise l'enlèvement de la première peau de protection des parois, sols et équipements, si les deux protections existent. Dans le cas d'une protection unique, celle-ci sera conservée Prestation à la charge de l'entreprise

Etape 2 :

- Réalisation des mesures de pré-restitution suivant norme GA x 46 – 033 (mesure MET 4 h) Prestation à la charge de l'entreprise

Etape 3 :

- 1ère phase de contrôle visuel suivant article R 1334 – 29 – 3 du CSP et norme NFX 46021 Prestation à la charge du maître d'ouvrage • Dans le cas de non-conformité, la procédure sera reprise depuis l'étape 1 • Dans le cas de conformité avec remarques ou réserves, l'entreprise reprendra les zones concernées afin de lever celles-ci • Dans le cas de conformité, l'étape suivante pourra être engagée

Etape 4 :

- Mesure libératoire 1ère restitution suivant article R4412 – 140 du CDT GA X 46 – 033 (mesure MET 24 h) Prestation à la charge de l'entreprise Si le seuil de 5 fibres / litre maximum est respecté, la dépose totale du confinement et le repli du chantier pourra être réalisé

Etape 5 :

- 2ème phase de contrôle visuel suivant R 1384 – 29 – 3 du CSP et norme NFX 46021 Prestation à la charge du maître d'ouvrage • Dans le cas de non-conformité, la procédure sera reprise depuis la phase 1 • Dans le cas de conformité, l'étape suivante pourra être engagée

Etape 6 :

- Mesure de fin de chantier suivant norme GA X 46 – 03 (mesure sur 24h) Prestation à la charge du maître d'ouvrage Si le seuil de 5 fibres/litre maximum est respecté, les locaux pourront être restitués pour occupation définitive

Etape 7 :

- Mesure de 2ème restitution suivant article R 1334-29-3 du CSP et norme GAX 46 - 033 Prestation à la charge du maître d'ouvrage Si le seuil de 5 fibres/litre maximum est respecté, les locaux pourront être restitués pour occupation définitive

Etape 8 :

- Mise à jour du DTA Prestation à la charge du maître d'ouvrage Constat contradictoire relatif aux aménagements extérieurs et voiries Lors de la réunion préparatoire au début du chantier, un état des lieux contractuel sera établi pour attester du bon état des équipements

### **3.5.PIECES A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION**

Pendant la période de préparation, l'entrepreneur devra fournir en 1 exemplaire original et 2 copies, les pièces suivantes : Plans d'exécution des ouvrages : - tous les plans d'exécution ; - les spécifications techniques ; - les plans de détail des points particuliers ; et si nécessaire, à la demande du maître d'œuvre : - les plans des échafaudages ; - les plans des platelages pour les travaux en plafond ; ainsi que tous autres plans jugés utiles par le maître d'œuvre. Plan de démolition, de retrait ou de confinement précisant : - la nature et la durée probable des travaux ; - le lieu où les travaux sont effectués ; - les caractéristiques des équipements qui doivent être utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs, ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu des travaux ou à proximité ; - la fréquence et les modalités des contrôles effectués sur le chantier. Le plan est soumis à l'avis du médecin du travail, du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, ou, à défaut, des délégués du personnel. Il est transmis un mois avant le démarrage des travaux à l'inspecteur du travail, aux agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale et, le cas échéant, à l'organisme professionnel de prévention dans le bâtiment et les travaux publics. Le chef d'établissement détermine, après avis du médecin du travail et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel, les mesures nécessaires pour réduire le plus possible la durée d'exposition des travailleurs et pour assurer leur protection durant les activités mentionnées à l'article précédent. - les méthodes mises en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ; - les caractéristiques des équipements qui doivent être utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs, ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu des travaux ou à proximité ; - la fréquence et les modalités des contrôles effectués sur le chantier. Dans le cas d'une démolition et sauf impossibilité technique, ce plan doit prévoir le retrait préalable de l'amiante et des matériaux en contenant. Le plan est soumis à l'avis du médecin du travail, du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, ou, à défaut, des délégués du personnel. Il est transmis un mois avant le démarrage des travaux à l'inspecteur du travail, aux agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale et, le cas échéant, à l'organisme professionnel de prévention dans le bâtiment et les travaux publics. Le chef d'établissement détermine, après avis du médecin du travail et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel, les mesures nécessaires pour réduire le plus possible la durée d'exposition des travailleurs et pour assurer leur protection durant les activités mentionnées à l'article précédent, afin que la concentration moyenne en fibres d'amiante dans l'air inhalé par un travailleur ne dépasse pas 0,1 fibre par cm<sup>3</sup> sur une heure de travail.

Plan de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) : plan particulier de sécurité et de protection de la santé, établi en conformité avec la réglementation en vigueur à ce sujet.

### **3.6.PIECES A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR EN FIN DE TRAVAUX**

Dans le délai fixé au CCAP ou à défaut huit jours avant la date fixée pour la réception, l'entrepreneur devra fournir le dossier des ouvrages exécutés. Ce dossier sera à fournir en 3 exemplaires. Ce dossier comprendra obligatoirement : - les pièces techniques du dossier de consultation ; - le mémoire et les autres pièces remises par l'entrepreneur avec son offre ; - les plans d'exécution des ouvrages ; - le ou les plans de retrait ; - le plan particulier de sécurité et de protection de la santé, toutes ces pièces mises conformes à l'exécution ; - les plans de repérage des locaux traités avec tous les détails, coupes, etc. ; - les plans des installations démontées ; - l'ensemble des fiches d'autocontrôle et documents Coprec ; - copie de toutes les fiches d'essais, d'analyses de laboratoires de PV de contrôles, etc. obligatoires, selon la réglementation ; - copie de toutes les déclarations obligatoires faites par l'entrepreneur auprès des différents organismes - copie des bordereaux de dépôt des déchets mentionnant le poids de ces déchets ; - copie des fiches de contrôle permanent des effluents déversés provenant de la zone de travaux ; - copie des PV contradictoires concernant les matériels et équipements laissés en place dans les locaux ou déplacés ; - le rapport final d'intervention.

Y compris Calcul de la VLEP 10 f / L Đ> valeurs à communiquer à la médecine du travail et au CHSCT

Copie des fiches de suivi des déchets amiantés

### **3.7.DEMARCHES ET AUTORISATIONS**

Il appartiendra à l'entrepreneur, en temps voulu, d'effectuer toutes les démarches et de déposer toutes les demandes auprès des différents organismes et services concernés, pour obtenir toutes les autorisations, instructions et accords écrits, nécessaires pour la réalisation des travaux. Copies de toutes ces autorisations, instructions et accords ainsi que de toutes les correspondances à ce sujet devront être transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

### **3.8.FIN DE TRAVAUX**

En fin de travaux et pour restitution du local ou des locaux, l'entrepreneur devra effectuer tous les travaux, contrôles, analyses et autres, dans les conditions fixées par la réglementation, notamment : Nettoyages - Nettoyage final humide des supports. - Nettoyage des environs pour enlèvement des gravois.

### **3.9.PRECAUTIONS D'USAGE**

Sauf interventions préalables des corps d'état spécialisés ou du Maître d'Ouvrage clairement indiquées dans les autres pièces contractuelles du présent dossier, avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur du présent lot devra : Consulter le Maître d' Œuvre, le Maître d'Ouvrage ou ses représentants, les concessionnaires des services publics, ou les entreprises chargées de l'entretien des réseaux, pour s'assurer de la suppression des branchements existants : eau, gaz, électricité, etc... Consulter le Maître d'œuvre pour définir les ouvrages à conserver ou à abattre. Faire une visite des lieux avant le dépôt de son offre afin de pouvoir s'engager sur un montant forfaitaire.

### **3.10.PREVENTION ET SECURITE**

L'entrepreneur devra assurer la sécurité sur le chantier tant des ouvriers que des tiers, dans les conditions définies par la réglementation en vigueur. Il prendra toutes les dispositions quelles qu'elles soient, nécessaires à cet effet. Tous les frais de matériels, de main-d'œuvre et autres sont implicitement compris dans le prix du marché. Avant les installations de chantier, une visite du site sera effectuée par l'entrepreneur en présence du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Au cours de cette visite, et en vue des mesures de prévention et de sécurité à prendre, l'entrepreneur :

- définira la ou les zones de confinement ;
- matérialisera les zones à risques ;
- déterminera les accès du personnel, les circulations des véhicules et des engins, les aires de stockage, etc., et il prendra connaissance de tous autres éléments pouvant avoir une influence sur la prévention et la sécurité.

L'entrepreneur établira ensuite le dossier et le plan de prévention à remettre :

- à l'organisme titulaire du marché Sécurité ;
- à l'organisme chargé de la mission de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers. Ce dossier comprendra toutes les pièces demandées par la réglementation concernée.

Il comprendra en outre notamment :

- la description des modes opératoires envisagés pour les travaux ;
- la nature et les caractéristiques des matériels à utiliser ;
- la définition des phases d'activités dangereuses et des moyens de prévention particuliers envisagés ;
- les instructions particulières à remettre au personnel.

Les travaux ne pourront en aucun cas commencer avant approbation du dossier par l'organisme susvisé, et l'entrepreneur devra, le cas échéant, apporter tous compléments et modifications voulus pour obtenir cette approbation.

#### **Rappel des prescriptions techniques :**

**Protections respiratoires et corporelles des opérateurs R4412-110 du Code du travail**

**Renouvellement d'air**

**Protections collectives**

**Contrôle de l'empoussièrément**

### **3.11. AUTORISATIONS :**

L'Entrepreneur est tenu d'obtenir toutes autorisations nécessaires et préalables à tout commencement de chantier et après exécution, de se faire délivrer les certificats de conformité par les services intéressés. (Autorisations et restrictions à la circulation, autorisations de décharge, transport et élimination des MCA et des déchets industriels...). Rapport avec les administrations L'entreprise doit effectuer toutes les démarches administratives nécessaires à l'exécution de ses travaux auprès des Sociétés Concessionnaires de distribution des fluides si nécessaire, des Administrations Municipales des services de l'Hygiène, de l'Inspection du Travail et des services de Prévention. L'entrepreneur doit obtenir l'accord des services intéressés avant de commencer ses travaux et doit effectuer toutes modifications demandées par ce dossier, sans augmentation de prix ou de délai. Il doit payer tous les frais, taxes et droits afférents, signer tous contrats nécessaires, autoriser sans difficulté l'inspection de ses travaux par les agents assermentés, se plier à toutes les règles de police ou d'ordre public qui lui seraient signifiées, et, obtenir toutes autorisations ou permissions nécessaires en temps utile dans le cadre du calendrier d'exécution, ces frais seront inclus dans le forfait prévu par l'entrepreneur.

### **3.12.DECHETS**

Stockage des déchets L'entreprise aura à sa disposition une zone de stockage transitoire des déchets avant évacuation en décharge. Cette zone pourra être déplacée suivant les impératifs du chantier. Evacuation des déchets Les déchets dits " amiantifères " seront enfermés dans des sacs étanches de résistance suffisante. Ils seront stockés en zone, et évacués avant le surfactage. Ces sacs devront être dépoussiérés et lavés avant d'être extraits de la zone de travail. Ils seront emballés en double enveloppe et étiquetés conformément à la réglementation en vigueur. Sont également assimilables à des déchets " amiantifères " :

- Les petits équipements de protection du personnel et des intervenants.
- Les combinaisons jetables,
- Les déchets issus du nettoyage et les déchets pollués de matériel et d'équipement provenant des opérations de retrait des matériaux amiantes. Gestion des déchets L'entrepreneur devra le transport jusqu'au lieu de traitement, ainsi que tout travail de manutention pour charger et décharger les camions. Ces déchets seront évacués en décharge(s) contrôlée(s) et dûment autorisée(s) au titre de la législation sur les installations classées. Les taxes de décharge et de remisage seront à la charge de l'entrepreneur du présent lot, qui tiendra à jour les bordereaux de suivi de déchets, qui seront visés à la dépose par le responsable de la décharge. 36 Celui-ci devra intégrer dans son prix les augmentations prévisibles des taxes de mise en décharge, et ne pourra donc se prévaloir d'aucune augmentation ultérieure de ce poste. L'ensemble de ces bordereaux sera restitué au Maître de l'Ouvrage par courrier recommandé AR à la fin de l'opération (avec copie de l'ensemble des documents au Maître d'Œuvre). Cette obligation sera une des conditions de réception de l'opération

**Ce conformément au Code ED6028 "Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets"**

## 4. DESCRIPTION DES OUVRAGES – TRAVAUX CONNEXES

### 4.1. BASE VIE

Pour ce marché à lot unique, l'entreprise prévoira une base vie autonome comprend :

**-Clôture Héras de balisage des zones de déchets (toile couvrant ensemble de la surface pour rendre la clôture opaque)**

#### **Base vie :**

-Installation d'une zone de cantonnement conforme à la réglementation et au PGC, ensemble de type roulotte de chantier autonome avec sanitaires, douche, casier vestiaires et espace repas. Cet équipement devra être prévu pour l'effectif de l'entreprise et de ses éventuels sous-traitants.

L'entrepreneur assurera l'apport en électricité et eau durant toute la durée du chantier.

-Les clôtures périphériques de type Héras balisant la base vie

#### **Entretien des installations :**

L'entrepreneur prévoira l'ensemble des prestations d'entretien de toutes les installations du démarrage jusqu'à la fin de son chantier.

### 4.2. TRAVAUX CONNEXES LIES AU DESAMIANPAGE

L'entrepreneur arrivant le premier sur site, le curage se faisant dans une autre phase, il aura donc à sa charge les travaux de dépose des ouvrages connexes afin de dégager les espaces de travail et les ouvrages à désamianter :

Ceci comprend donc :

-Pour les conduits : dépose en démolition et évacuation des ouvrages d'encoffrement, tablettes, ouvrages menuisés etc...

-Pour les murs : dépose en démolition et évacuation des ouvrages de type plinthes, habillages bois etc...

-Pour les plinthes carrelées : dépose en démolition et évacuation des ouvrages des plinthes et ouvrages de sols connexes.

-Pour les menuiseries : dépose en démolition et évacuation des ouvrants, châssis, bâtis, huisseries et ouvrages connexes.

-Bouchement des baies : Suite aux déposes, et travaux de désamiantage, l'entreprise prévoira la fourniture et pose de panneaux bois pour bouchement provisoire. Ensemble de type panneaux contreplaqué hydrofuge 20 mm. Pose sur ossature bois périphérique + lisses intermédiaires formant renforts + film polyane assurant une étanchéité provisoire.

Pour la zone entrée : Assurer dans un des panneaux, la création d'un bloc porte métallique avec bâtis + ouvrant métallique assurant un passage 90 cm x 210 cm. Avec poignée béquille double, serrure 1 point avec 3 clés à remettre + cadenas 3 clés.